

Rapport financier trimestriel

Période terminée le 30 septembre 2013

Deuxième trimestre de l'exercice 2013-2014

Publié le 29 novembre 2013

TELLETT
Canada



TABLE DES MATIÈRES

1.	TÉLÉFILM.....	3
	NOTRE MISSION.....	3
	NOTRE TRAVAIL.....	3
2.	RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL.....	3
3.	CHANGEMENTS IMPORTANTS.....	3
	PROGRAMMES.....	3
	ACTIVITÉS.....	4
	PERSONNEL.....	4
4.	GOVERNANCE ET VÉRIFICATION INTERNE.....	4
5.	GESTION DU RISQUE.....	5
6.	AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS.....	5
7.	ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS.....	5
	DÉPENSES DE SUPPORT.....	5
	FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET D'ADMINISTRATION.....	6
	FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL ET REVENUS.....	7
8.	ANALYSE DES RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE.....	8
9.	ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	9
10.	RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE.....	10
11.	ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2013.....	11
	DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION.....	11
	ÉTAT DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS.....	12
	ÉTAT DES RÉSULTATS.....	13
	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	14
	ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS.....	15
	ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	16
	NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS.....	17
	ANNEXES A ET B - AUTRES RENSEIGNEMENTS.....	17



1. TÉLÉFILM

Téléfilm Canada est une société d'État fédérale relevant du Parlement par l'entremise du ministère du Patrimoine canadien. La vision de Téléfilm est la suivante : des auditoires de partout exigeant du contenu multi-écrans canadien – accessible partout, en tout temps, sur toutes les plateformes.

Notre mission

La mission de Téléfilm est de favoriser et d'encourager le développement de l'industrie audiovisuelle canadienne, en jouant un rôle de chef de file par un appui financier et des initiatives alimentant le succès de l'industrie sur les plans culturel, commercial et industriel.

Notre travail

Téléfilm est vouée à la réussite culturelle, commerciale et industrielle de l'industrie audiovisuelle canadienne. Nos programmes de financement apportent une aide financière à des sociétés de production et de distribution canadiennes dynamiques qui offrent du contenu aux auditoires. Nous mettons en valeur le succès et les talents de l'industrie audiovisuelle canadienne dans des festivals, des marchés et des événements d'envergure régionale, nationale et internationale.

Par ailleurs, Téléfilm administre les programmes de financement du Fonds des médias du Canada (FMC). Nous effectuons également des recommandations au sujet de la certification des coproductions audiovisuelles, en vertu de traités officiels, au ministre du Patrimoine canadien. Notre siège social est situé à Montréal et nous comptons sur trois autres bureaux situés à Vancouver, Toronto et Halifax pour desservir notre clientèle.

2. RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

Ce rapport financier trimestriel est conforme à l'ensemble des exigences de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État*¹ établie par le Secrétariat du Conseil du Trésor et aux *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP). Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers pour ce rapport financier trimestriel et, à cet effet, le rapport n'a pas subi d'examen ni d'audit de la part d'auditeurs externes.

3. CHANGEMENTS IMPORTANTS

Programmes

La Société et le Groupe de Fonds Rogers ont renouvelé leur partenariat pour le Programme d'aide au long métrage documentaire. Ce programme est doté d'une enveloppe combinée de 1,3 millions de dollars pour l'exercice 2013-2014. L'objectif du programme est d'encourager la production de longs métrages documentaires destinés aux sorties en salles.

1 : www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=18789§ion=text



3. CHANGEMENTS IMPORTANTS (SUITE)

Activités

La Société a financé au cours du trimestre 24 productions pour un montant de plus de 10 millions de dollars. Aussi, le cinéma canadien a brillé à l'international, avec le film *Tom à la ferme* de Xavier Dolan, qui a été présenté en sélection officielle de la compétition internationale du 70^e Festival international du film de Venise². Par ailleurs, le comité de sélection pancanadien a sélectionné le long métrage *Gabrielle* pour représenter le Canada dans la course aux nominations des Oscars dans la catégorie du Meilleur film en langue étrangère.

En marge du Festival international du film de Toronto³ (TIFF), Téléfilm a mis de l'avant une nouvelle initiative avec la Maison Birks en présentant le *Birks Diamond Tribute to the Year's Women in Film* qui honore dix réalisatrices et actrices canadiennes. En outre, la Société a multiplié les activités de promotion au TIFF, autant pour les nouveaux talents que pour les productions canadiennes. Plusieurs initiatives différentes furent mise de l'avant telles; le *Filmmaker Boot Camp*, *PITCH THIS!* et *TIFF Rising Stars*. Ces activités visaient notamment; la formation de cinéastes, les talents de la relève et la création de nouveaux projets et la découverte de la nouvelle génération d'acteurs canadiens. Finalement, la Société s'est unie à nouveau au Festival international du film de Calgary⁴, et à d'autres partenaires, dans le cadre des Soirées cinéma au Canada lors de la cérémonie d'ouverture du Festival et du visionnement de *The Grand Seduction*.

Personnel

Le mandat de Madame Marlie Oden, membre du conseil d'administration et Présidente du comité de planification stratégique et des communications est arrivé au terme de ses cinq ans en juillet dernier. Il n'y a aucun autre changement au sein du conseil d'administration ou du comité de direction. Finalement, la Société a procédé au déménagement de ses effectifs desservant l'ouest du pays. Le nouveau point de service est situé dans le même édifice que la Canadian Broadcasting Corporation dans la ville de Vancouver. Visitez notre site web pour plus de détails.

4. GOUVERNANCE ET VÉRIFICATION INTERNE

La gouvernance de la Société s'effectue par le biais des activités du conseil d'administration et de ses comités, ainsi que par le comité de direction présidé par la directrice générale et ses comités dérivés. Le conseil d'administration, le comité de vérification et des finances et le comité des candidatures, d'évaluation et de la gouvernance ont chacun tenu une réunion au cours du trimestre. Le comité de direction s'est, pour sa part, rencontré sur une base quasi-hebdomadaire.

La Société mandate une firme externe pour la réalisation d'audits internes dont la reddition de compte est effectuée au comité de vérification et des finances. Le plan de vérification interne 2013-2014 comporte quatre mandats. Le mandat portant sur l'analyse du processus de traitement des demandes dans le cadre des traités de coproduction a été complété au cours du trimestre tandis que le mandat de vérification interne sur le nouveau programme de développement est à un niveau d'avancement significatif.

2 : <http://www.labiennale.org/en/cinema/>

3 : <http://tiff.net/>

4 : <http://www.calgaryfilm.com/>



5. GESTION DU RISQUE

Le comité de gestion des risques a procédé au cours du trimestre à l'évaluation semestrielle de l'évolution des risques d'entreprise. L'exercice a notamment permis de fournir une rétrospective et un statut sur le niveau des risques et d'identifier les risques devant faire l'objet d'une surveillance accrue et de mesures d'atténuation. Globalement, le niveau de risques demeure relativement stable. De plus, la Société procède actuellement à une cartographie des risques de fraude.

6. AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS

La Direction s'efforce de produire une information financière pertinente et conforme aux NCCSP et ce, dans les délais impartis par le Receveur général du Canada, soit en arrêtant les comptes cinq jours ouvrables après la fin du trimestre. À cet effet, la Direction applique des moyens et méthodes qui lui permettent d'identifier les ajustements requis. Dans un but d'efficacité, certains procédés de démarcation applicables aux cycles des comptes payables et recevables, ainsi que certains ajustements concernant le passif au titre des avantages sociaux futurs, n'ont pas été effectués au 30 septembre 2013. L'importance de ces ajustements est jugée négligeable par la Direction, les états financiers donnant, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS

L'identification des écarts à expliquer provient de seuils établis en collaboration avec le comité de vérification et des finances de la Société. Les tableaux d'analyse présentent des montants arrondis et doivent être analysés en regard des états financiers, pour plus de précision.

Dépenses de support

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2013

	Budget (M\$)		Réel (M\$)		Écart			
	Annuel	Période	2013- 2014	2012- 2013	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Production	66,1	40,5	30,8	32,3	9,7	24	(1,5)	(5)
Développement	6,0	2,9	3,0	3,7	(0,1)	(3)	(0,7)	(19)
	72,1	43,4	33,8	36,0	9,6	22	(2,2)	(6)
Promotion	6,9	4,5	4,3	4,1	0,2	4	0,2	5
Mise en marché	10,2	4,3	2,0	4,1	2,3	53	(2,1)	(51)
Événements internationaux	2,3	1,5	1,3	1,4	0,2	13	(0,1)	(7)
	19,4	10,3	7,6	9,6	2,7	26	(2,0)	(21)
	91,5	53,7	41,4	45,6	12,3	23	(4,2)	(9)

Nos programmes de financement présentent des dépenses en retrait, autant des budgets établis que des montants comparatifs, particulièrement pour nos programmes de production et de mise en marché.

Le surplus budgétaire découlant de nos programmes en production est temporaire et provient, d'une part, de montants significatifs libérés par certaines compagnies détentrices d'enveloppes fondées sur la performance, ayant signifié à la Société qu'elles ne s'en prévaudraient pas. D'autre part, bien que la Société se soit engagée financièrement dans plus de films qu'à pareille date l'année dernière, les montants investis sont moindres et certains projets d'envergure sont à finaliser. Aussi, le budget établi présentait une certaine ambition qui contribue aussi au surplus budgétaire.



7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS (SUITE)

Par ailleurs, les dépenses de notre programme en développement sont en deçà des données comparatives. Cette diminution s'explique par le budget du programme qui était significativement plus élevé pour l'exercice précédent. La baisse des dépenses est cohérente en regard du niveau budgétaire semestriel de ce programme.

Également, le programme de mise en marché affiche un surplus budgétaire et, par le fait même, un retard en regard des résultats du semestre comparatif. Ces résultats s'expliquent notamment par une conjoncture particulière. En effet, le nouveau programme pour l'aide à la mise en marché a été déployé en mai dernier. Aussi, une somme significative reliée à une enveloppe de performance a été libérée dû à l'intégration de deux sociétés importantes de distribution. Par ailleurs, les demandes de financement des sociétés de distribution furent soumises tardivement, soit proches des dates de sorties en salle. Ces éléments cumulés résultent en un ralentissement temporaire des dépenses de mise en marché. Finalement, les sociétés de distribution détentrices d'enveloppes fondées sur la performance avaient été beaucoup plus actives en 2012-2013, notamment par l'entremise de demandes comportant de plus grands budgets.

Dernièrement, nos activités internationales présentent un léger surplus budgétaire. La Direction a réalisé une revue en 2012-2013 qui permettra plus d'efficacité dans la conduite des affaires des activités internationales et à cet égard, des économies en frais de personnel témoignent déjà des gains réalisés.

Frais de fonctionnement et d'administration

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2013

	Budget (M\$)		Réel (M\$)		Écart			
	Annuel	Période	2013-	2012-	Budget		Réel	
			2014	2013	\$	%	\$	%
Salaires et avantages sociaux	19,9	10,6	10,1	9,9	0,5	5	0,2	2
Location	1,9	1,1	1,1	1,0	-	-	0,1	10
Technologies de l'information	1,2	0,9	0,8	0,8	0,1	11	-	-
Honoraires professionnels	2,2	0,8	0,6	0,5	0,2	25	0,1	20
Amortissement	0,7	0,4	0,4	0,5	-	-	(0,1)	(20)
Frais de bureau	0,7	0,2	0,2	0,2	-	-	-	-
Voyages	0,6	0,3	0,2	0,2	0,1	33	-	-
Publicité et publications	0,3	0,1	0,1	0,1	-	-	-	-
	27,5	14,4	13,5	13,2	0,9	6	0,3	2

La Société présente globalement un surplus budgétaire qui provient principalement de postes vacants. À ce stade, la Direction n'entrevoit aucune variation significative en regard du budget annuel établi. À cet égard, le poste des honoraires professionnels présente une position de surplus budgétaire temporaire. Le déplacement dans l'exercice du calendrier de travail des projets d'automatisation de cueillette de données de nos indicateurs de performance et de mise en place de méthodes modernes de communication promotionnelle expliquent l'essentiel du surplus budgétaire du semestre. Le besoin moindre en services de lecteurs externes et de traduction contribue aussi à cette position favorable. De surcroît, les dépenses de voyages encourues sont inférieures à celles budgétisées, les sources d'économies provenant principalement de notre conseil d'administration et des secteurs de livraison des programmes.



7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS (SUITE)

Les dépenses de l'exercice présentent également certaines variations en regard du semestre comparatif. Les frais de location enregistrent un accroissement de dépenses relié aux frais d'opération inhérents aux baux. Les dépenses d'honoraires professionnels sont elles aussi en hausse. Les activités soutenues de notre secteur Stratégie et Recherche, notamment en termes d'études, de sondages et d'analyses, de même que les frais de vérification interne et les honoraires juridiques expliquent l'augmentation des honoraires par rapport aux dépenses comparatives. Finalement, la dépense d'amortissement est en diminution en regard des dépenses antérieures, en raison de logiciels et licences informatiques qui ont atteint la fin de leur durée de vie utile comptable.

Financement gouvernemental et revenus

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2013

	Budget (M\$)		Réel (M\$)		Écart			
	Annuel	Période	2013- 2014	2012- 2013	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Crédit parlementaire	99,9	52,6	51,3	53,6	(1,3)	(2)	(2,3)	(4)
Revenus d'investissements et récupérations	9,0	4,0	6,7	6,2	2,7	68	0,5	8
Honoraires de gestion provenant du FMC	10,1	5,0	5,0	5,1	-	-	(0,1)	(2)
Fonds des talents	0,7	-	0,1	-	0,1	-	0,1	-
Intérêts et autres revenus	0,1	-	-	0,1	-	-	(0,1)	(100)
	119,8	61,6	63,1	65,0	1,5	2	(1,9)	(3)

Le crédit parlementaire, notre principale source de financement, présente une stabilité autant par rapport au budget qu'en comparaison des données antérieures. Par ailleurs, le cumul des revenus présente un léger surplus budgétaire au premier semestre et positionne favorablement l'organisation. Ce financement à la hausse est dû essentiellement aux récupérations des avances effectuées dans les projets de mise en marché. À cet effet, *Goon* et *Blindness* ont remis globalement une somme substantielle de près de deux millions de dollars propulsant les revenus de récupérations bien au-delà du budget établi. En dernier lieu, le Fonds des talents présente, quant à lui, des revenus issus du premier trimestre. Ces sommes sont difficiles à estimer considérant qu'il s'agit de dons. Le Fonds en est à sa deuxième année et était en démarrage à la même période l'an passé.



8. ANALYSE DES RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE

	Réel (M\$)		Écart	
	2013- 2014	2012- 2013	\$	%
Dépenses de support	17,7	32,9	(15,2)	(46)
Frais de fonctionnement et d'administration	6,8	6,2	0,6	10
Revenus	8,8	8,0	0,8	10
Crédit parlementaire	27,7	34,9	(7,2)	(21)
Excédent	12,0	3,8	8,2	216

Les dépenses en support à l'industrie présentent une baisse significative en regard des données comparatives. Cette diminution est principalement attribuable à notre programme d'aide à la production. En effet, les engagements financiers du trimestre 2012-2013 présentaient plusieurs investissements d'envergure alors que cette dynamique ne s'est pas reproduite pour le trimestre courant.

Le poste des revenus affiche, pour sa part, une hausse du financement qui provient directement de l'accroissement des revenus d'exploitation tirés des films, et particulièrement de récupérations d'avances sur des projets en mise marché. En regard du trimestre comparatif et ce, pour les transactions d'une certaine importance, la Société a reçu moins de remises des distributeurs mais celles-ci comprennent des montants plus élevés dont notamment, une somme significative du film à succès *Goon*.

Finalement, le crédit parlementaire présente, pour sa part, une baisse dans son niveau d'utilisation par rapport au trimestre comparatif. La diminution circonstancielle, en termes d'envergure d'investissement pour les nouvelles productions financées, affecte directement l'emploi de notre crédit parlementaire. Il est important de rappeler que le deuxième trimestre de l'exercice 2012-2013 présentait des activités en dépenses de support au-delà de nos attentes, particulièrement pour le programme d'aide à la production.

Les résultats du deuxième trimestre présentent une volatilité qui doit être analysée en regard des données présentées à la section 7. [Analyse des résultats cumulatifs](#) et ces résultats présentent au 30 septembre 2013 des niveaux de dépenses et de revenus relativement comparables à l'exercice précédent.



9. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	Réel (M\$)		Écart	
	30 sept 2013	31 mars 2013	\$	%
Actifs financiers				
Montant à recevoir du Trésor	51,9	45,6	6,3	14
Trésorerie - Fonds des talents	0,1	-	0,1	-
Débiteurs	2,4	2,6	(0,2)	(8)
À recevoir du FMC	2,4	3,0	(0,6)	(20)
	56,8	51,2	5,6	11
Passifs				
Créditeurs	1,1	2,1	(1,0)	(48)
Prestations spéciales de cessation d'emploi à payer suite à une réduction d'effectifs	-	0,3	(0,3)	(100)
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	29,9	33,7	(3,8)	(11)
Passif au titre des avantages sociaux futurs	3,3	2,3	1,0	43
Actifs financiers nets	22,5	12,8	9,7	76
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	1,5	1,6	(0,1)	(6)
Charges payées d'avance	0,1	1,7	(1,6)	(94)
Excédent accumulé	24,1	16,1	8,0	50

La Société présente une solide position financière démontrée par le niveau de ses actifs financiers nets. La trésorerie, l'actif le plus important, a augmenté depuis le 31 mars par l'entremise des revenus d'investissements et de récupérations enregistrés et non encore utilisés. D'autre part, le solde à recevoir du Fonds des médias du Canada (FMC) présente une baisse qui est reliée à la taxe de vente harmonisée de 13 % découlant de la facturation finale comptabilisée au 31 mars 2013, et à des mesures d'efficacité mises de l'avant au cours du semestre dans la livraison des programmes de financement du FMC.

Les passifs présentent aussi un ensemble de variations significatives. La diminution des créditeurs s'explique principalement par le règlement des frais courus comptabilisés au 31 mars dernier. À cet égard, la Direction applique à la clôture de l'exercice des procédés de démarcation exhaustifs sur une longue période de temps qui ne peuvent être effectués lors d'un trimestre. Aussi, tel qu'anticipé, les prestations spéciales de cessation d'emploi ont été majoritairement payées au cours du semestre. Par ailleurs, la diminution des obligations relatives aux programmes d'aide financière découle essentiellement de paiements effectués sur les ententes relatives à l'exercice en cours. En dernier lieu, le poste du passif au titre des avantages sociaux futurs s'est accru de façon sensible. À juste titre, et suivant la recommandation du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada d'éliminer les indemnités de départ volontaire pour tous les employés fédéraux, la Société procédera au rachat des droits conférés aux employés en vertu de la Politique de cessation d'emploi.

Finalement, les charges payées d'avance ont diminué de façon significative, la totalité de ces frais de l'exercice précédent étant enregistrée à la dépense de l'exercice.



10. RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE

La Société reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'une autorisation parlementaire annuelle. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et dans l'état de la situation financière peuvent avoir été financés au moyen d'une autorisation parlementaire qui a été approuvée lors d'un exercice précédent ou lors de l'exercice en cours. Le rapprochement fait appel à un calcul qui fait en sorte que certains éléments ne peuvent être reliés directement aux états financiers.

<i>En millions de dollars canadiens</i>	30 sept. 2013
Coût de l'exploitation	55,0
Rajustements ayant une incidence sur le coût de l'exploitation :	
Amortissement	(0,4)
Avantages sociaux futurs	(1,0)
Rajustements ayant une incidence sur l'utilisation du crédit parlementaire :	
Redressement relatif aux conditions d'admissibilité des dépenses de support	3,5
Frais de fonctionnement financés par le FMC	(5,0)
Charges payées d'avance administratives au 31 mars	(1,1)
Charges payées d'avance administratives au 30 septembre	0,1
Acquisition d'immobilisations	0,2
	<u>(3,7)</u>
Crédit parlementaire constaté au 30 septembre	51,3
Crédit parlementaire disponible pour les trimestres subséquents	<u>48,6</u>
Crédit parlementaire autorisé	<u>99,9</u>

Le montant du crédit parlementaire de l'exercice est issu du Budget principal des dépenses de 2013-2014 et d'une augmentation provenant des fonds de la réserve de rémunération du Conseil du Trésor.



11. ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2013

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

A handwritten signature in blue ink, appearing to be "C. Brabant".

Carolle Brabant, CPA, CA, MBA
Directrice générale

A handwritten signature in blue ink, appearing to be "D. Pion".

Denis Pion
Directeur - Administration et services d'entreprise

Montréal, Canada
Le 29 novembre 2013

TELEFILM

C A N A D A

État des résultats trimestriels

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2013

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Annexe	Trimestre terminé le 30 sept.	
		2013	2012
Dépenses de support			
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne			
Aide à la production		11 055	24 591
Aide au développement		2 756	3 588
		13 811	28 179
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger			
Promotion		2 593	3 625
Aide à la distribution et mise en marché		752	788
Participation aux événements internationaux		574	307
		3 919	4 720
		17 730	32 899
Frais de fonctionnement et d'administration	A	6 757	6 171
Coût de l'exploitation		24 487	39 070
Revenus			
Revenus d'investissements et récupérations			
		6 354	5 516
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada			
		2 381	2 433
Intérêts et autres revenus			
		27	49
		8 762	7 998
Coût net de l'exploitation avant le financement		15 725	31 072
Financement gouvernemental			
Crédit parlementaire			
		27 706	34 879
Excédent		11 981	3 807
Excédent accumulé au début			
		12 290	16 486
Excédent accumulé à la fin		24 271	20 293

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.

TELEFILM C A N A D A

État des résultats

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2013

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Annexe	Semestre terminé le 30 sept.		
		Budget Cumulatif	2013 Cumulatif	2012 Cumulatif
Dépenses de support				
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne				
Aide à la production		40 450	30 822	32 291
Aide au développement		2 900	3 015	3 697
		43 350	33 837	35 988
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger				
Promotion		4 465	4 272	4 057
Aide à la distribution et mise en marché		4 300	1 981	4 145
Participation aux événements internationaux		1 500	1 299	1 409
		10 265	7 552	9 611
		53 615	41 389	45 599
Frais de fonctionnement et d'administration	B	14 459	13 580	13 273
Coût de l'exploitation		68 074	54 969	58 872
Revenus				
Revenus d'investissements et récupérations				
		4 020	6 741	6 211
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada				
		5 034	4 981	5 063
Fonds des talents				
		-	100	-
Intérêts et autres revenus				
		50	49	82
		9 104	11 871	11 356
Coût net de l'exploitation avant le financement gouvernemental		58 970	43 098	47 516
Financement gouvernemental				
Crédit parlementaire		52 631	51 300	53 588
Excédent (Déficit)		(6 339)	8 202	6 072
Excédent accumulé au début			16 069	14 221
Excédent accumulé à la fin			24 271	20 293

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



État de la situation financière

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 septembre 2013	31 mars 2013
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	51 943	45 561
Trésorerie - Fonds des talents	136	36
Débiteurs	2 408	2 572
À recevoir du Fonds des médias du Canada	2 410	2 973
	56 897	51 142
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	1 060	2 066
Prestations spéciales de cessation d'emploi à payer suite à une réduction d'effectifs	14	336
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	29 864	33 730
Passif au titre des avantages sociaux futurs	3 278	2 250
	34 216	38 382
Actifs financiers nets	22 681	12 760
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles	1 458	1 585
Charges payées d'avance	132	1 724
	1 590	3 309
Excédent accumulé	24 271	16 069

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.

TELEFILM

C A N A D A

État de la variation des actifs financiers nets

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2013

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 septembre Budget	30 septembre 2013	31 mars 2013
Excédent (Déficit)	(6 339)	8 202	1 848
Opérations liées aux immobilisations corporelles			
Amortissement	354	355	1 036
Acquisitions	(600)	(228)	(357)
Autres opérations			
Acquisitions des charges payées d'avance	-	(132)	(1 724)
Utilisation des charges payées d'avance	1 724	1 724	1 875
Augmentation (diminution) des actifs financiers nets	(4 861)	9 921	2 678
Actifs financiers nets au début de l'exercice	12 760	12 760	10 082
Actifs financiers nets à la fin	7 899	22 681	12 760

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



État des flux de trésorerie

Pour la période se terminant le 30 septembre 2013

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Trimestre terminé le 30 sept.		Semestre terminé le 30 sept.	
	2013	2012	2013	2012
Activités de fonctionnement				
Excédent	11 981	3 807	8 202	6 072
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Augmentation du passif au titre des avantages sociaux futurs	922	19	1 028	156
Amortissement des immobilisations corporelles	180	267	355	536
	13 083	4 093	9 585	6 764
Variations des éléments financiers hors caisse :				
Diminution (augmentation) des débiteurs	242	(2 949)	164	(1 517)
Diminution du montant à recevoir du Fonds des médias du Canada	190	179	563	180
Diminution des créditeurs et charges à payer	(446)	(131)	(1 006)	(472)
Diminution des prestations spéciales de cessation d'emploi à payer suite à une réduction d'effectifs	(24)	-	(322)	(138)
Augmentation (diminution) des obligations relatives aux programmes d'aide financière	(6 802)	1 494	(3 866)	(1 434)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	339	(1)	1 592	1 731
	6 582	2 685	6 710	5 114
Activités d'investissement en immobilisations				
Acquisitions	(224)	-	(228)	-
Augmentation du montant à recevoir du Trésor et Trésorerie - Fonds des talents	6 358	2 685	6 482	5 114
Montant à recevoir du Trésor et Trésorerie - Fonds des talents au début de la période	45 721	43 517	45 597	41 088
Montant à recevoir du Trésor et Trésorerie - Fonds des talents à la fin de la période	52 079	46 202	52 079	46 202

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



Notes aux états financiers trimestriels

1. Base de préparation des états financiers

Les présents états financiers trimestriels non vérifiés ont été préparés par la direction de la Société selon les *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP) en application de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*. Ils doivent être lus en conjonction avec les derniers états financiers annuels vérifiés du 31 mars 2013. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans ces états financiers trimestriels sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels du 31 mars 2013 ci-dessous.

2. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2012-2013 ont été reclassés afin de se conformer à la présentation adoptée en 2013-2014.

Annexes A et B - Autres renseignements

A - Frais de fonctionnement et d'administration

	Trimestre terminé le 30 sept.	
	2013	2012
Salaires et avantages sociaux	5 254	4 767
Location, taxes, chauffage et électricité	535	460
Honoraires professionnels	407	206
Amortissement d'immobilisations corporelles	180	267
Technologies de l'information	143	204
Voyages et accueil	96	114
Frais de bureau	86	98
Publicité et publications	56	55
	6 757	6 171

B - Frais de fonctionnement et d'administration cumulatifs

	Budget Cumulatif	Semestre terminé le 30 sept.	
		2013	2012
Salaires et avantages sociaux	10 583	10 129	9 884
Location, taxes, chauffage et électricité	1 114	1 105	997
Technologies de l'information	894	818	826
Honoraires professionnels	847	633	478
Amortissement d'immobilisations corporelles	354	355	536
Voyages et accueil	298	222	239
Frais de bureau	242	222	221
Publicité et publications	127	96	92
	14 459	13 580	13 273